

QUI POUR RÉSISTER À VLADIMIR POUTINE ?

Jeudi 28 septembre, 16 h 30 - 18 h - Salle plénière



Donner à la société civile russe le courage de se soulever

Le débat a lieu au lendemain d'un séminaire à huis clos réunissant des opposants russes au régime de Vladimir Poutine ; le modérateur Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins, co-organisateur du débat, explique qu'un communiqué a été rédigé à la suite du séminaire et qu'il sera bientôt publié sur le site de la région Normandie. Le but de cette rencontre était, pour ces leaders anti-guerre réunis à Caen, de s'accorder sur une stratégie pour une transition démocratique en Russie. Antoine Arjakovsky en

MODÉRATEUR :

Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins

INTERVENANTS :

Evgenia Kara-Murza, directrice du plaidoyer de la Free Russia Foundation

Garry Kasparov, 13^e champion du monde d'échecs, président de l'Human Rights Foundation

Natalia Pouzyreff, députée française, présidente du groupe France-Russie

Olga Prokopiaeva, militante franco-russe, porte-parole de l'association Russie-Libertés.

restitue les cinq points principaux, qui devront aider à « *construire une opposition civique, humanitaire et politique* » à Vladimir Poutine : « *la guerre en Ukraine doit être condamnée, le régime de Vladimir Poutine est illégitime, l'Ukraine doit retrouver ses frontières et il faut travailler à la nécessaire démocratisation de la Russie* ».

Plusieurs acteurs présents lors du huis clos sont réunis pour ce débat. Garry Kasparov, 13^e champion du monde d'échecs et président de l'Human Rights Foundation, y participe en visioconférence. Antoine Arjakovsky l'interroge sur la nécessité de fédérer l'opposition russe autour des cinq points évoqués. Pour Garry Kasparov, les choses qui nous unissent sont reflétées dans ces objectifs. Il rappelle que la guerre de Poutine n'est pas uniquement un conflit territorial, mais la guerre d'un dictateur face à des gens qui défendent leur liberté. « *Nous devons leur venir en aide car Vladimir Poutine est une menace pour l'Europe et pour le monde* », appuie-t-il. Il estime que seule la victoire de l'Ukraine pourrait



faire revenir la Russie dans la communauté des pays libres. « *Le drapeau ukrainien doit flotter sur Sébastopol* », reprend Garry Kasparov.

Interrogé sur ce que l'on peut attendre des gouvernements européens et français, pour ce combat contre la Russie de Poutine, le champion d'échecs dit regretter les positions peu tranchées d'Emmanuel Macron en France et de Joe Biden aux États-Unis. Pour lui, le monde doit se doter d'un plan détaillé et commun pour la « dé-poutinisation » de la Russie pour qu'à la fin de l'ère Poutine, le pays ait une chance de sortir du totalitarisme.

C'est ensuite Evgenia Kara-Murza, directrice du plaidoyer de la Free Russia Foundation, qui est interrogée sur l'utilité du huis clos qui s'est tenu à Caen. La militante anti-Poutine amorce en disant que les violations des droits humains perpétrées par la Russie sont l'affaire de tous. « *C'est une lutte commune, celle de la démocratie, de la paix et de la liberté* », insiste-t-elle. Pour Evgenia Kara-Murza, le monde paie aujourd'hui deux décennies d'impunité pendant lesquelles Poutine a pu librement s'en prendre à la Crimée, à la Géorgie, à la Syrie et à la Tchétchénie sans réaction internationale.

La militante, dont le mari est un pugnace opposant au dictateur russe, regrette que la répression de la société civile en Russie soit de plus en plus importante. Des arres-

tations ont lieu tous les jours : 7 000 poursuites criminelles et 8 000 poursuites administratives ont été ouvertes contre des personnes ayant exprimé leur désaccord avec l'invasion de l'Ukraine. « *Cela veut dire que beaucoup de gens sont prêts à s'opposer bien qu'ils risquent la prison et la torture*, pose-t-elle. *On doit tout faire pour que ces voix ne soient pas supprimées.* » Evgenia Kara-Murza rappelle que son mari, condamné à 25 ans de prison, est détenu dans des conditions très difficiles. Il a aussi survécu à deux tentatives d'empoisonnement. Il faut que cette lutte pour la paix aboutisse, afin que la Russie ne soit plus un danger ni pour elle-même, ni pour le reste du monde.

« Il faut travailler à la nécessaire démocratisation de la Russie ».

Antoine Arjakovsky

C'est au tour d'Olga Prokopiaeva, militante franco-russe et porte-parole de l'association Russie-Libertés de donner son avis sur le travail réalisé la veille au Forum mondial Normandie pour la Paix. Elle rappelle que les lois les plus répressives de Russie datent de 2012 et que depuis, la société civile est de plus en plus étouffée. « *Il faut absolument la soutenir pour*

lui donner le courage d'agir », clame Olga Prokopiaeva. En faisant des manifestations pour l'Ukraine, en faisant des dons, en parlant de la guerre... Elle rappelle que de nombreux Russes refusent que l'on tue en leur nom et qu'on ne doit pas les oublier. Elle relève aussi que la France a failli élire, à la dernière élection présidentielle, une candidate qui soutenait encore très officiellement il y a peu le pouvoir poutinien : Marine Le Pen.

« De nombreux Russes refusent que l'on tue en leur nom et l'on ne doit pas les oublier ».

Olga Prokopiaeva

Pour Natalia Pouzyreff, députée française du groupe Renaissance et présidente du groupe France-Russie, « *il faut absolument soutenir l'émergence d'une proposition démocratique pour la Russie* ». Elle ajoute qu'un travail de coopération existe entre les députés européens pour tendre la main aux opposants russes, pour qu'ils déterminent le type d'opposition à mettre en place dans leur pays. « *Là-bas, des jeunes veulent une évolution démocratique de leur pays* ». Il faudrait s'unir afin de rassembler et de créer une stratégie commune. La députée explique qu'il a été demandé aux opposants de travailler à un projet d'après-Poutine ; il faudra les soutenir politiquement pour sa mise en œuvre.

Le débat se poursuit par une question sur les possibilités d'action pour les démocraties occidentales. « *Comment peuvent-elle soutenir l'opposition russe et aider l'Ukraine ?* », interroge le modérateur. Evgenia Kara-Murza estime que le plus important est de poursuivre les messages de soutien car Vladimir Poutine et son régime font tout pour démoraliser les citoyens du pays, qui voient tellement de



Natalia Pouzyreff

répression qu'ils pourraient se décourager et ne plus tenter de s'opposer. Il faut aussi, explique la militante, collecter des preuves des crimes de guerre perpétrés par la Russie pour que le tribunal international puisse faire son travail. Cela passe par le soutien des journalistes, des activistes et des ONG qui font ce travail de collecte malgré la répression.

Antoine Arjakovsky interroge ensuite les intervenants sur la nécessité pour le président français Emmanuel Macron de rencontrer les opposants de la société civile russe. La députée Natalia Pouzyreff estime que ce serait une bonne chose et rappelle que les parlementaires tendent déjà la main à ces opposants. Elle regrette cependant que les relations diplomatiques avec la Russie soient devenues quasiment inexistantes. Le soutien aux journalistes russes exilés, pour sécuriser leur statut, est indispensable à la poursuite de leur travail. « *Il faut leur donner les moyens de travailler et les médias français doivent aussi les aider à produire du contenu à destination du public russophone ici et partout. C'est l'une des seules façons de faire passer l'information et c'est l'un de nos seuls liens.* » La balle semble être dans le camp de l'opposition démocratique qui doit tout faire pour s'organiser. C'est sur cette base que pourra travailler la communauté internationale pour aider les Russes à retrouver leur liberté.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES SONT-ELLES EFFICACES ?

Le 28 septembre, 16h30-18h, auditorium



Lionel Fontagné, Pascal Boniface et Angelos Delivorias

Sanctionner sans se faire sanctionner

Revenue au cœur des débats avec la guerre en Ukraine, la question de l'efficacité des sanctions économiques doit-elle se comprendre « *comme un substitut à la guerre, une riposte graduée ou pire, une étape vers la guerre ?* », demande Lionel Fontagné en introduction du débat. L'économiste souligne la différence « entre l'approche économique et l'approche politique, qui évaluent d'un côté les dommages sur l'économie, de l'autre des conséquences plus complexes ». La base de données Global Sanctions Database, qui liste toutes les sanctions de 1950 à 2022, permet de

MODÉRATEUR :

Lionel Fontagné, économiste et membre du Cercle des Économistes

INTERVENANTS :

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS

Angelos Delivorias, analyste au Service de Recherche du Parlement européen (EPRS)

constater « *un changement de nature des sanctions, d'abord assez horizontales à l'échelle du pays, puis plus chirurgicales après le 11 septembre 2001, visant plutôt des individus, des entreprises et des transactions, ce qu'on appelle des smart sanctions* ». L'économiste rappelle que « *les sanctions s'accompagnent souvent de contre-sanctions des pays visés* » et qu'il faut « *regarder au-delà du coût économique* ». Dans le cas des sanctions infligées à la Russie après l'annexion de la Crimée en 2014, Lionel Fontagné explique « *qu'à travers les oligarques, 600 000 entreprises ont été touchées mais que le pouvoir russe a compensé leurs pertes avec de l'argent public, ce qui donne une impression d'inefficacité mais cette distorsion économique a un coût* ».

Pascal Boniface commence par détailler les raisons qui sous-tendent les sanctions en affirmant que « *la première raison, c'est pour faire plaisir aux opinions publiques* ».